

CONCERNANT le nom, la désignation
du chef-lieu, les endroits où la cour peut
siéger et le nombre de juges de la Cour
municipale de la Ville de Québec

---ooo0ooo---

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 234 de la Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais (2000, chapitre 56), une cour municipale est établie pour desservir l'ensemble du territoire de la Ville de Québec, que celle-ci intègre les cours municipales qui, le 31 décembre 2001, sont établies dans les municipalités formant la nouvelle ville et que les anciennes cours sont abolies;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 236 de cette loi, le ministre de la Justice a désigné un mandataire chargé d'analyser la situation de chacune des cours municipales à être intégrées à l'une ou à l'autre des nouvelles cours municipales et de proposer un plan d'intégration des cours existantes le 31 décembre 2000 et d'organisation de chacune des nouvelles cours municipales;

ATTENDU QUE, conformément à l'article 237 de cette loi, le mandataire a présenté au ministre de la Justice, avant le 1^{er} juin 2001, un plan d'intégration et d'organisation de la nouvelle Cour municipale de la Ville de Québec et un rapport complémentaire le 6 juillet 2001;

ATTENDU QUE, conformément à l'article 239 de cette loi, le ministre de la Justice reçoit les plans d'intégration et d'organisation et, après étude, présente au gouvernement, en considérant le meilleur intérêt de la justice, une proposition d'intégration et d'organisation pour chacune des nouvelles cours municipales;

ATTENDU QUE la proposition d'intégration et d'organisation de cette cour municipale prévoit que le chef-lieu soit établi dans la partie du territoire de l'un ou l'autre des arrondissements 1, 2 ou 6 située dans la « Basse ville » de Québec et que deux centres

intermédiaires de services soient fixés aux emplacements actuels de la Cour municipale de la Ville de Sainte-Foy et du point de services de Charlesbourg;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 240 de cette loi, le gouvernement fixe, par décret, sur la recommandation du ministre de la Justice, le nom et le chef-lieu de chacune des nouvelles cours municipales, les lieux où chacune des cours peut siéger et le nombre de juges affectés à chacune de ces cours;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 241 de cette loi, le gouvernement peut adopter toutes les dispositions nécessaires pour assurer la transition entre les anciennes cours et les nouvelles cours municipales;

ATTENDU QUE le comité de transition a recommandé au ministre de la Justice que des lieux transitoires où la cour municipale pourra siéger soient établis sur le territoire desservi par la future cour municipale;

ATTENDU QU'il y a lieu que la cour municipale de la Ville de Québec soit désignée sous le nom de Cour municipale de la Ville de Québec, que, jusqu'au 31 décembre 2002, le chef-lieu soit fixé au 285, rue de la Maréchaussée et que, jusqu'à cette date, la cour municipale puisse également siéger au 255, rue Clémenceau (Beauport), au 160, 76^e Rue Est (Charlesbourg), au 35, rue Racine (Loretteville), au 1105, avenue de l'Église Nord (Val-Bélair) et au 1130, route de l'Église (Sainte-Foy);

ATTENDU QU'il y a lieu que le nombre de juges affectés à cette cour municipale soit fixé à 4 juges;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Justice :

QUE la cour municipale de la Ville de Québec soit désignée sous le nom de Cour municipale de la Ville de Québec, que, jusqu'au 31 décembre 2002, le chef-lieu soit fixé au 285, rue de la Maréchaussée et que, jusqu'à cette date, la cour municipale puisse également siéger au 255, rue Clémenceau (Beauport), au 160, 76^e Rue Est (Charlesbourg), au 35, rue Racine (Loretteville), au 1105, avenue de l'Église Nord (Val-Bélair) et au 1130, route de l'Église (Sainte-Foy);

QUE le nombre de juges municipaux affectés à cette cour municipale soit fixé à 4 juges ;

2002. QUE le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier

Note : Ce décret du gouvernement du Québec est diffusé à titre de renseignements. La version légale est celle publiée dans la **Gazette officielle du Québec**
<http://publicationsduquebec.gouv.qc.ca/fr/gazette/html/officielle.dbml>